

## L'ÉMERGENCE D'UN NÉO-MÉRIDIONALISME POLITIQUE EN ITALIE : VERS L'ACCROISSEMENT DE LA FRACTURE TERRITORIALE ?

**André Fazi**

**Presses de Sciences Po | *Critique internationale***

2011/1 - n° 50  
pages 111 à 128

**ISSN 1290-7839**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2011-1-page-111.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Fazi André, « L'émergence d'un néo-méridionalisme politique en Italie : vers l'accroissement de la fracture territoriale ? »,  
*Critique internationale*, 2011/1 n° 50, p. 111-128. DOI : 10.3917/crii.050.0111  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'émergence d'un néo-méridionalisme politique en Italie : vers l'accroissement de la fracture territoriale ?

---

par André Fazi

La question du Mezzogiorno est l'une des plus difficiles que l'Italie ait eu à affronter depuis l'Unification. Dès les débuts de l'État italien, le sous-développement, la violence sociale et la corruption du système administratif ont fait du Sud un vaste chantier d'enquêtes et de réflexions<sup>1</sup>. Certains croyaient aux vertus niveleuses du libéralisme. D'autres condamnaient sévèrement le centralisme étatique qui empêchait, selon eux, toute responsabilisation de la société méridionale et tout progrès dans la région. D'aucuns sont même allés jusqu'à défendre l'idée d'une infériorité raciale des méridionaux ou, tout au moins, celle de la nécessité d'une administration crypto-coloniale, purgée des fonctionnaires locaux. Au demeurant, tous appartenaient au même courant, le méridionalisme, qui se définissait par son objet : le retard considérable du Mezzogiorno par rapport au reste du pays. Après la seconde guerre mondiale, un « nouveau méridionalisme » est apparu, qui se distinguait du « méridionalisme classique » en ce qu'il s'attachait avant

---

1. Gabriella Gribaudo, « Le immagini del Mezzogiorno », dans Robert Lumley, Jonathan Morris (dir.), *Oltre il meridionalismo: nuove prospettive sul Mezzogiorno d'Italia*, Rome, Carocci, 1999, p. 89-111. Les citations sont toutes traduites de l'italien par nos soins.

tout à la résolution du problème plutôt qu'à sa simple compréhension<sup>2</sup>. Cependant, plusieurs décennies d'investissements massifs n'ont pas réussi à réduire les inégalités. Malgré les 342,5 milliards d'euros consacrés au Sud, sous forme de subventions ou d'exonérations de charges fiscales, de 1951 à 2008<sup>3</sup>, le PIB par habitant du Mezzogiorno ne représentait que 59 % de celui du Centre-Nord à l'issue de cette période<sup>4</sup>.

L'échec de cette politique, entrevu très tôt, se serait traduit au tournant des années 1990 par « la fin du Mezzogiorno comme sujet historique »<sup>5</sup>. Il est en tout cas certain qu'il s'est manifesté par une « crise du méridionalisme politique »<sup>6</sup>. Confronté aux nouveaux impératifs économiques et financiers de l'Union européenne, ainsi qu'à une profonde dégradation de la situation intérieure, le gouvernement italien a mis en place durant les années 1990 des politiques fondées sur la réduction des dépenses publiques et sur les privatisations, dont les conséquences pour le Sud ont été très importantes<sup>7</sup>. L'une des plus graves, concrètement mais aussi symboliquement, a été la fin de l'*intervento straordinario* (l'intervention extraordinaire) en 1992.

Après une période très difficile jusqu'en 1996-1997, le Mezzogiorno a connu plusieurs années de croissance vertueuse. L'implosion du système politique et l'adoption qui s'est ensuivie du suffrage universel direct pour l'élection des maires ont donné lieu à un renouvellement de la classe politique. Celui-ci a favorisé de notables inflexions du système clientéliste et une amélioration de la gestion publique<sup>8</sup>. En parallèle, l'État a réinventé une politique méridionale, centrée sur le soutien aux acteurs locaux, sur les pactes territoriaux et sur la valorisation des atouts du Mezzogiorno. Les nombreuses dynamiques de développement territorial initiées alors ont mis à mal l'image d'un Sud inerte et dilapidateur, et la conception unitariste du Mezzogiorno a été délaissée au profit d'une valorisation de la diversité régionale et infrarégionale. C'est en se fondant sur ces évolutions que Gianfranco Viesti a pu recommander

2. Pasquale Saraceno, « Il nuovo meridionalismo », dans P. Saraceno, *Il nuovo meridionalismo*, Naples, Istituto Italiano per gli Studi Filosofici, 2005, p. 92-133.

3. *Il Sole-24 ore*, 27 février 2009.

4. Selon la SVIMEZ (Association pour le développement de l'industrie dans le Mezzogiorno). *Rapporto SVIMEZ 2009 sull'economia del Mezzogiorno*, synthèse, 16 juillet 2009, (<http://www.svimez.it>) (consulté le 28 août 2009).

5. Giuseppe Giarrizzo, *Mezzogiorno senza meridionalismo*, Venise, Marsilio, 1992, p. XXVIII.

6. Aldo Pugliese, *Mezzogiorno, meridionalismo e economia dello sviluppo*, Naples, Liguori, 2006, p. 60-62.

7. Giorgio Bodo, Gianfranco Viesti, *La grande svolta: il Mezzogiorno nell'Italia degli anni novanta*, Rome, Donzelli, 1997.

8. Simona Piattoni, « Clientelismo virtuoso: una via di sviluppo nel Mezzogiorno? », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, 3, 1998, p. 483-513.

d'« abolir le Mezzogiorno »<sup>9</sup>, formule provocatrice qui signifiait l'abandon non pas du Sud mais des politiques d'assistance pour une politique nationale à même d'accroître la compétitivité de tous les territoires d'Italie.

Les limites de ces mutations sont apparues en 2003-2004, lorsqu'il s'est avéré que le déficit en matière d'investissements structurants était toujours aussi sévère et que la qualité de vie était bien inférieure au Sud que dans le reste du pays<sup>10</sup>. Certains observateurs ont vu dans ce constat les effets d'une « fragmentation de l'intervention publique », d'une « multiplication des niveaux d'intermédiation » et d'une ingénierie politique et administrative – tant locale que nationale – demeurée dans son ensemble dramatiquement inefficace<sup>11</sup>. L'autre explication est l'ascension de la Lega Nord per l'Indipendenza della Padania (Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie), fondée en 1989 par Umberto Bossi. En dénonçant violemment la « Roma ladrona » (la Rome voleuse) et la classe politique du Sud corrompue et indigente, ce nouvel acteur politique a donné aux clivages territoriaux un relief beaucoup plus conflictuel qu'auparavant. Ses premiers résultats électoraux lui ayant permis de se positionner aussitôt comme un partenaire indispensable des partis de centre-droit<sup>12</sup>, la Lega exerce depuis sa création une influence saisissante sur l'agenda politique italien<sup>13</sup>. L'acuité des débats relatifs à la fédéralisation de l'État en est une manifestation, de même, très probablement, que la « détérioration de l'image du Sud »<sup>14</sup>, voire la répulsion que cette région inspire aux Italiens du Nord et du Centre. En 2006, plus de 55 % de ces derniers déclaraient ne pas vouloir vivre dans le Sud<sup>15</sup>.

Il semble toutefois qu'un tournant ait eu lieu depuis les élections législatives de 2008, et plus encore depuis le printemps 2009. Aujourd'hui, le Mezzogiorno est redevenu un sujet politique majeur, mais la mobilisation néo-méridionaliste, due en grande partie aux choix opérés par le gouvernement en matière de distribution des ressources publiques, est loin d'avoir atteint tous ses objectifs.

9. G. Viesti, *Abolire il Mezzogiorno*, Rome/Bari, Laterza, 2003.

10. G. Viesti, « Poche e grandi scelte per il Mezzogiorno », *Il Mulino*, 2, 2005, p. 261-270.

11. Nicola Rossi, « Il Mezzogiorno resta "il malato d'Italia" », *Lavoce.info*, 14 novembre 2005, (<http://www.lavoce.info>) (consulté le 6 avril 2010).

12. Au niveau national, la Lega a obtenu à la Chambre des députés 8,65 % des voix en 1992, 8,36 % en 1994 et 10,83 % en 1996. En Lombardie et en Vénétie, elle a parfois dépassé les 30 %.

13. Duncan McDonnell, Daniele Albertazzi, « Separati in casa? The Lega Nord in Government », 54<sup>e</sup> congrès de la *Political Studies Association*, Université de Lincoln, 5-8 avril 2004, (<http://www.psa.ac.uk>) (consulté le 7 août 2005).

14. Ilvo Diamanti, « Addio a Nord e Sud. L'Italia va al Centro », dans *Gli Italiani e lo Stato*, rapport 2006, p. 35-36 (<http://www.demos.it>) (consulté le 19 septembre 2009).

15. *Ibid.*, p. 32.

## Le succès nuancé de l'offensive néo-méridionaliste

Dès son entrée en fonction en mai 2008, le quatrième gouvernement Berlusconi a supprimé la taxe foncière sur les résidences principales, et cette perte pour les communes a été compensée pour plus de 70 % par des crédits qui étaient initialement destinés aux infrastructures dans le Sud<sup>16</sup>. Quelques mois plus tard, en février 2009, le ministre des Affaires régionales, Raffaele Fitto, a clairement émis des doutes sur les capacités administratives des régions méridionales et s'est prononcé en faveur d'une redéfinition complète de la politique régionale<sup>17</sup>. Le 6 mars 2009, le gouvernement a décidé de prélever plus de 18 milliards d'euros sur le Fonds pour les zones sous-exploitées (FAS), dont 85 % sont destinés au Mezzogiorno, afin d'alimenter d'autres fonds moins favorables au Sud<sup>18</sup>. Parallèlement, alors qu'il avait approuvé les programmes d'application régionaux (PAR) du Nord, il n'a pas approuvé ceux du Sud, empêchant ainsi l'utilisation du FAS. Selon Raffaele Fitto, il ne fallait voir là que la conséquence logique du retard des régions méridionales, incapables de présenter au gouvernement des propositions finalisées<sup>19</sup>.

Dans un contexte où les dispositions gouvernementales impliquaient un sensible déficit de ressources pour le Sud<sup>20</sup>, et face à la menace du fédéralisme fiscal radical prôné par la Lega, les parlementaires du Movimento per le Autonomie (MpA) ainsi que quelques parlementaires du Popolo della Libertà (PdL) ont refusé de participer au vote de confiance demandé par le gouvernement au sujet des mesures anticrise adoptées le 24 juillet 2009. Ces mesures étaient, selon eux, oubliées du Mezzogiorno et visaient à détourner des fonds destinés au Sud vers le Nord, plus riche en entreprises<sup>21</sup>.

## Les stratégies de mobilisation des acteurs méridionaux

Le facteur décisif de cette mobilisation a été la rapide consécration du Movimento per le Autonomie, fondé en Sicile en 2005 par Raffaele Lombardo. Engagé depuis la fin des années 1970 dans les rangs de la Démocratie chrétienne puis des partis qui lui ont succédé, Lombardo a pu

16. SVIMEZ, « Previsioni per le regioni italiane nel 2008 e 2009 », Rome, 11 décembre 2008, p. 14.

17. *Il Sole-24 ore*, 27 février 2009.

18. [http://www.cipecomitato.it/storico\\_sedute/146/esito.pdf](http://www.cipecomitato.it/storico_sedute/146/esito.pdf) (consulté le 29 juillet 2009). La somme prélevée représentait près de 30 % du total du FAS sur la période de programmation 2007-2013.

19. *La Gazzetta del Mezzogiorno*, 26 mai 2009.

20. SVIMEZ, *Il federalismo fiscale e le regioni del Mezzogiorno. Un'analisi del disegno di legge delega*, Catanzaro, 18 décembre 2007 ; *Il Sole-24 ore*, 12 novembre 2008.

21. *Atti parlamentari. Camera dei deputati, XVI<sup>e</sup> legislatura, session du 28 juillet 2009*, p. 35-38.

réunir rapidement un très puissant réseau d'élus dans l'île. En 2008, Silvio Berlusconi lui proposait d'être le candidat du centre-droit à la présidence de la Région, et Lombardo a été élu avec plus de 65 % des voix. Parallèlement, le MpA, déjà présent au Parlement avec dix élus, était intégré au gouvernement national *via* la nomination de deux sous-secrétaires d'État.

La réussite de ce nouveau parti, actif dans chacune des régions méridionales, a suscité des vocations dans tout le Sud. Le MpA a repris la rhétorique classique de la victimisation du Mezzogiorno, mais en durcissant le ton : après « 150 ans de violences, de tromperies, de mensonges », les méridionaux n'étaient que des « citoyens de deuxième catégorie »<sup>22</sup>. Quant à la Sicile, elle avait été « réduite à [l'état d'une] colonie »<sup>23</sup>, à laquelle Garibaldi n'avait apporté que « sous-développement, immigration, et un génocide appelé brigandage »<sup>24</sup>. L'objectif premier du MpA était de refaire du Sud une priorité nationale, notamment à travers une politique exceptionnelle d'investissements et une fiscalité préférentielle.

Contrairement à la Lega, qui a été construite par un personnel politique nouveau, le MpA a été créé par un homme politique déjà très influent dans sa région : Lombardo avait été en effet élu à l'Assemblée régionale sicilienne (ARS) en 1986, nommé à l'exécutif régional en 1991, élu au Parlement européen en 1999 et 2004 et à la présidence de la province de Catane en 2003<sup>25</sup>. Quant aux élus du MpA, ils provenaient en grande majorité, et proviennent aujourd'hui encore, de partis d'inspiration démocrate-chrétienne ou de centre-droit, ou du Parti socialiste<sup>26</sup>. S'assurer le soutien d'élus d'autres partis est non seulement un principe essentiel du MpA mais aussi un gage d'efficacité dans un système qui repose sur les réseaux d'influence personnels. Lombardo excelle dans ce type de stratégie grâce aux fonctions clés qu'il a occupées au Centro Cristiano Democato, où il a été coordinateur régional (1998-2002), puis à l'Unione dei Democratici Cristiani (UDC), dont il a été le secrétaire régional (2004-2005), ainsi qu'au pouvoir qu'il a acquis à la tête de la province de Catane<sup>27</sup> et à sa capacité à rétribuer les transfuges<sup>28</sup>.

22. Discours de R. Lombardo, Rome, 19 septembre 2006.

23. *Panorama*, 10 mars 2008.

24. *Corriere della Sera*, 23 mars 2008.

25. Son départ a eu lieu à l'issue d'une longue et grave crise interne.

26. Cetti Vacante, « Il Movimento per l'Autonomia : clientelismo, identità e territorio », *XXII convegno della Società Italiana di Scienza Politica*, Pavie, 4-6 septembre 2008, p. 7-18.

27. À l'origine, les résultats du MpA étaient fortement corrélés à la proximité de cette province. Plus l'on s'en éloignait, plus la probabilité d'un mauvais score du MpA était élevée. *Ibid.*, p. 6-7 et 10-12.

28. À titre d'exemple, Francesco Musotto, député européen, ex-président de la province de Palerme, a quitté le PdL pour le MpA en octobre 2008. Huit mois plus tard, il était désigné chef de groupe à l'ARS.

L'attitude du MpA se fonde sur un postulat simple : le rapport de force décisif se joue à Rome, où l'influence de la Lega doit être contrecarrée par un parti rassemblant tous les acteurs mobilisés pour la défense du Mezzogiorno. Dès sa création, le parti de Lombardo s'est affirmé comme un partenaire aussi indocile que la Lega, en usant continuellement, comme elle, de l'invective, de l'ultimatum et de la menace, aussi bien face à ses alliés que face à ses adversaires politiques<sup>29</sup>.

C'est donc la Sicile qui a été la plus sensible au mouvement néo-méridionaliste. En juillet 2009, le sous-secrétaire d'État Gianfranco Miccichè (PdL) a annoncé la création d'un « parti du Sud »<sup>30</sup>, et plusieurs élus du PdL celle d'un « PdL-Sicilia »<sup>31</sup>. Emmenés par Miccichè, ils ont constitué le groupe Sicilia à l'Assemblée régionale sicilienne. Fort de 15 députés régionaux (sur 90), celui-ci s'est présenté comme « l'expression politico-institutionnelle d'une sensibilité interne au PdL »<sup>32</sup>. Certes, les différends personnels ont été déterminants<sup>33</sup>, mais ce schisme répondait également à la volonté de la part des dissidents d'une « relance politique et médiatique de la question méridionale délibérément oubliée, ou pire, niée »<sup>34</sup>. À l'automne 2010, Miccichè a exclu toute possibilité de réintégration au sein du PdL – tout en restant personnellement fidèle à Berlusconi – et a fondé Forza del Sud (FdS), dont l'objectif est de « combattre la toute-puissance » de la Lega<sup>35</sup>. Il semble que la possibilité de double appartenance lui permette d'attirer plusieurs élus du PdL, insulaires et continentaux.

Le centre-droit n'est pas la seule zone de l'échiquier politique à être concernée. Lors de l'élection au secrétariat régional du Partito Democratico (PD), durant l'été 2009, le sénateur Lumia s'est fait le chantre d'instances autonomes, imperméables aux « injonctions des chefs de courant romains et aux candidatures imposées par le Centre »<sup>36</sup>.

Dans les autres régions méridionales, la classe politique n'a pas voulu laisser Lombardo s'auto-ériger en icône de la cause du Sud. Les présidents de Région du Sud ont donc adopté un style politique plus offensif et structuré leurs relations. Leur manifeste « pour le Sud », qui dénonçait un « climat politique et culturel antiméridional », et la création d'un « secrétariat technique commun » ont conduit la presse à parler d'un « parti des

29. *Il Sole-24 ore*, 22 juillet 2009.

30. *Affaritaliani*, 11 juillet 2009.

31. *Il Sole-24 ore*, 25 juillet 2009.

32. *Epolis*, 4 novembre 2009.

33. Ainsi, la démission du coordinateur régional du PdL a été posée comme préalable à tout rapprochement. *La Repubblica Palermo*, 15 novembre 2009.

34. *Il Manifesto del PdL-Sicilia*, 5 novembre 2009 (<http://www.gianfrancomicciche.net/>) (consulté le 10 mars 2010).

35. *La Sicilia*, 13 octobre 2010.

36. *Il Giornale di Sicilia*, 1<sup>er</sup> août 2009.

gouverneurs »<sup>37</sup>. Certains de ces présidents, issus des rangs de la gauche, ont manifesté dans un premier temps un intérêt réel, quoique prudent, pour la création éventuelle d'un parti du Sud, telle qu'annoncée par Miccichè ou Lombardo<sup>38</sup>. Plus concrète, la députée européenne et sénatrice des Pouilles Adriana Poli Bortone, alliée de Gianfranco Fini, a refusé l'intégration de leur parti, Alleanza Nazionale, au sein du PdL, et fondé le mouvement Io Sud en février 2009<sup>39</sup>. Enfin, après avoir été exclus du MpA, en raison de leur hostilité à l'égard de la politique de distanciation du parti vis-à-vis du PdL, plusieurs parlementaires élus dans des circonscriptions continentales ont créé Noi Sud, parti intégré à la coalition gouvernementale, qui compte six parlementaires et un sous-secrétaire d'État. Io Sud et Noi Sud s'accordent sur la nécessité d'une force politique néo-méridionaliste capable de faire obstacle au pouvoir grandissant de la Lega.

### Une mobilisation peu efficace ?

L'éventualité de la création d'un parti du Sud a cependant suscité de nombreuses réactions d'hostilité. Tandis que la Lega fustigeait l'« antique méridionalisme pleurnicheur »<sup>40</sup>, Berlusconi a « balayé » le projet et réussi à en détourner plusieurs personnalités éminentes du PdL<sup>41</sup>. L'opposition, qui développait pourtant un discours de plus en plus violent à l'encontre du gouvernement, allant même jusqu'à parler de « haine » à l'égard du Sud, a elle aussi repoussé une telle perspective<sup>42</sup>. Quant aux présidents méridionaux, ils l'ont rapidement écartée. Lombardo et Miccichè eux-mêmes ont très vite trahi leurs hésitations, voire leurs divergences dans la conception de ce projet<sup>43</sup>. Le premier n'a cessé de prôner le dépassement du clivage gauche/droite au nom des intérêts méridionaux. Le second défendait tantôt l'idée d'un parti où « l'idéologie n'importe pas »<sup>44</sup>, tantôt celle – plus conforme à la réalité – d'un lien indissoluble avec Berlusconi et le centre-droit<sup>45</sup>.

37. *CorriereEconomia*, 6 avril 2009.

38. Tel a été le cas de l'ex-président de la Campanie, Antonio Bassolino (*Corriere del Mezzogiorno*, 22 juin 2009), et de celui de la Calabre, Agazio Loiero (*Corriere della Sera*, 11 juillet 2009).

39. Lors des élections provinciales de 2009 dans les Pouilles, Poli Bortone a obtenu un bon résultat dans la province de Lecce, avec 21,9 % des voix. Ailleurs, ses scores ont été anecdotiques. Soutenue par l'UDC lors des régionales de 2010, elle a obtenu un résultat honorable (8,71 % des voix), mais doit environ 70 % de ses suffrages à cet allié.

40. *Il Messaggero*, 27 juillet 2009.

41. *Il Sole-24 ore*, 30 juin 2009.

42. Interview de Nichi Vendola, président de la Région Pouilles, 26 février 2010 (<http://www.sinistraeliberta.eu>) (consulté le 9 mars 2010).

43. *La Sicilia*, 16 mars 2010.

44. *Giornale di Sicilia*, 14 mars 2010.

45. « Berlusconi non si tocca », 15 mars 2010 (<http://www.gianfrancomicciche.net>) (consulté le 4 avril 2010).



Le parti du Sud n'a finalement pas vu le jour, mais le Mezzogiorno est incontestablement redevenu une question politique nationale, comme en témoignent les débats tenus au Sénat le 29 septembre 2009 et à la Chambre des députés les 12-13 janvier 2010. Dès l'été 2009, Berlusconi a annoncé un plan décennal comparable au *New Deal* et au Plan Marshall<sup>46</sup>, et le ministre de l'Économie a précisé ses intentions : création d'une Banque du Mezzogiorno ; soutien accru à la recherche ; emploi des dépôts bancaires dans les zones les plus défavorisées du Sud au bénéfice exclusif de ces dernières et création de territoires à « bureaucratie zéro » impliquant la suppression des dépenses administratives pour les créations d'entreprises<sup>47</sup>.

Pourtant, parler d'une inflexion tangible des politiques gouvernementales serait téméraire. Certes, la loi du 5 mai 2009 sur le fédéralisme fiscal était loin de refléter les aspirations de la Lega. Le « dépassement du dualisme économique du pays » fait partie de ses objectifs fondamentaux, et cette volonté se traduit par une forte dimension péréquatrice<sup>48</sup>. Le 2 octobre 2008, la Conférence unifiée, qui regroupe le gouvernement et les collectivités locales, avait approuvé ces principes à l'unanimité. En revanche, le décret d'application relatif à l'autonomie fiscale régionale a été vivement critiqué par toutes les régions du Sud, qui ont déclaré ne pas disposer des ressources nécessaires au financement des prestations sociales qu'implique le texte<sup>49</sup>. La Conférence des Régions et Provinces autonomes les a soutenues en exigeant la définition préalable des « niveaux essentiels » d'assistance et de prestations devant être garantis nationalement<sup>50</sup>.

En matière de distribution des ressources publiques, les progrès sont nuancés. Quinze mois après l'annonce de sa création en juillet 2009, la Banque du Mezzogiorno n'était toujours pas opérationnelle. La gestion des Programmes d'application régionaux est plus significative encore. En approuvant seulement le PAR de la Sicile, le 31 juillet 2009, le gouvernement n'a fait qu'attribuer à cette région des ressources déjà programmées, et cette exception a parfois été interprétée dans d'autres régions méridionales comme une faveur<sup>51</sup>. Toutefois, quinze mois plus tard, les fonds n'étaient toujours pas transférés<sup>52</sup>. L'approbation des autres PAR, conditionnant plus de 17 milliards d'euros de ressources pour le Sud, a d'abord été retardée de près d'un an, en raison d'une renégociation imposée par la conjoncture

46. *Il Mattino*, 8 août 2009.

47. [http://www.ilpopolodellaliberta.it/notizie/arc\\_16480.htm](http://www.ilpopolodellaliberta.it/notizie/arc_16480.htm), 29 septembre 2009 (consulté le 9 octobre 2009).

48. SVIMEZ, *Il federalismo fiscale. « Schede tecniche » e « parole chiave »*, Quaderno SVIMEZ n° 21, juillet 2009, p. 9-15.

49. *Il Sole-24 ore*, 14 octobre 2010.

50. *Regioni.it*, 1665, 14 octobre 2010.

51. *Il Quotidiano della Basilicata*, 31 juillet 2009.

52. *La Repubblica Palermo*, 1<sup>er</sup> octobre 2010.

économique. Ensuite, le gouvernement a annoncé, d'une part, son refus d'attribution à quatre régions méridionales – dirigées par le PdL – en raison de leur surendettement<sup>53</sup>, d'autre part, la reprogrammation des ressources non dépensées de la période 2000-2006<sup>54</sup> et la concentration générale du Fonds pour les zones sous-exploitées sur les « grandes initiatives stratégiques »<sup>55</sup>. Cette recentralisation est principalement une sanction pour les régions du Sud, dont le ministre de l'Économie a dénoncé la « canaillerie »<sup>56</sup>. Loin des idéaux fédéralistes, ces positions renvoient aux débuts de l'État italien. Les méridionaux étant incapables d'une gestion vertueuse, on ne saurait leur confier beaucoup de responsabilités<sup>57</sup>.

Enfin, la question des ressources à affecter au « Plan national pour le Sud » a irrité les méridionaux. Le ministre du Développement n'avait initialement évoqué que des fonds déjà programmés, des obligations défiscalisées pour les épargnants, des fonds de la Caisse des dépôts et des investissements privés<sup>58</sup>. Aussi l'intervention du président du Conseil annonçant en mars 2010, à quelques jours des élections régionales, un investissement public de 250 milliards d'euros sur cinq ans, additionnel aux dépenses courantes<sup>59</sup>, a-t-elle fait l'effet d'un renversement copernicien. Cet engagement était cependant irréalisable, ne serait-ce qu'à cause de l'ampleur de la crise économique, et ensuite du triomphe de la Lega à ces élections<sup>60</sup>. Six mois plus tard, l'unique perspective clairement définie était la recentralisation de la gestion des FAS, partant, l'attribution au Sud d'une somme qui était bien loin d'atteindre la moitié de celle qui avait été annoncée<sup>61</sup>. Cette disposition a été confirmée par le Conseil des ministres lors de l'adoption du « Plan national pour le Sud » le 26 novembre 2010. Les 100 milliards d'euros alloués dans le cadre de ce plan proviennent intégralement de fonds existants<sup>62</sup>.

53. *La Sicilia*, 14 mai 2010.

54. *Regioni.it*, 1630, 30 juillet 2010.

55. *Il Sole-24 ore*, 22 août 2010.

56. *La Repubblica*, 3 juillet 2010. Le ministre de l'Économie a alors reproché aux régions méridionales d'avoir dépensé seulement un douzième des fonds communautaires relatifs à la période de programmation 2007-2013.

57. Ernesto Ragioneri, « Politica e amministrazione nello Stato unitario », dans Ettore Rotelli (dir.), *Dal regionalismo alla Regione*, Bologne, Il Mulino, 1973, p. 43-73.

58. Interview de Claudio Scajola, *Il Mattino*, 17 octobre 2009.

59. *Il Mattino*, 26 mars 2010.

60. La Lega a recueilli près de trois millions de voix, soit plus de 30 % des suffrages du centre-droit, et conquis deux importantes présidences de Région (le Vénétie et le Piémont).

61. Discours du ministre des Affaires régionales, Bari, 11 septembre 2010.

62. *Giornale di Sicilia*, 27 novembre 2010.

## Une offensive à hauts risques

La récente mobilisation néo-méridionaliste a généré une grande tension politique en Italie. La question du Mezzogiorno touche en effet l'ensemble de la classe politique et met à l'épreuve la solidité des coalitions majoritaires à Rome et surtout en Sicile. Elle suscite également de nouvelles inquiétudes au sujet de l'unité politique de l'Italie.

## Des partis et des majorités sous tension

À Rome comme à Palerme, les coalitions portées au pouvoir en 2008 ont subi une forte pression de la part des acteurs néo-méridionalistes, et il est difficile de séparer les dimensions nationale et régionale, intimement mêlées. Ainsi, après sa victoire aux élections régionales, Lombardo a tout d'abord essayé – en vain – d'obtenir un ministère pour le MpA ; la constitution de l'exécutif sicilien s'en est trouvée retardée de 47 jours<sup>63</sup>.

Au niveau national, le comportement très agressif du MpA et de Gianfranco Micciché, déjà évoqué, a soulevé des réactions très négatives. La situation est devenue plus tendue encore lorsque le MpA s'est présenté aux élections européennes de 2009 contre le PdL. De très hauts responsables du parti de Berlusconi ont alors exigé que Lombardo soit démis de ses fonctions de président de Région<sup>64</sup>.

Le positionnement de la Lega a été tout aussi radical. Lors de ces mêmes élections européennes, elle a présenté des candidats dans les circonscriptions méridionales et refusé toute alliance avec le MpA dont elle a dénoncé les pratiques clientélistes<sup>65</sup>. Elle a également rejeté l'hypothèse de recréer la Cassa del Mezzogiorno, pierre angulaire de l'*intervento straordinario* et dissoute en 1992, arguant de la gestion « criminelle » des ressources publiques par les élus méridionaux<sup>66</sup>. Cela étant, les ambitions mesurées de la future Banque du Mezzogiorno – le financement des PME – et son implantation à Rome, au nom de la cohérence des politiques pour le Sud, ont satisfait ses exigences<sup>67</sup>. Néanmoins, le MpA n'est pas au cœur de tous les antagonismes. Le ministre de l'Économie a été très critiqué au sein du Conseil des ministres pour avoir défini les lignes du « Plan national pour le Sud » sans avoir consulté ses

63. *La Repubblica Palermo*, 25 avril 2008.

64. *Corriere della Sera*, 25 avril 2009.

65. <http://www.siciliainformazioni.com>, 17 avril 2009 (consulté le 24 septembre 2009).

66. Interview de Roberto Calderoli, *La Repubblica*, 3 août 2009.

67. Interview de Giulio Tremonti, *Il Mattino*, 28 septembre 2009.

homologues<sup>68</sup>. Les ministres des Affaires régionales et de l'Environnement, tous deux méridionaux, ont été les plus incisifs, et n'ont approuvé le projet qu'à condition qu'il soit mené par le ministre du Développement. Lui aussi méridional, ce dernier est théoriquement bien plus favorable aux intérêts du Sud que le ministre de l'Économie, dont l'orthodoxie en matière budgétaire est louée par la Lega.

En Sicile, le système politique est en crise permanente. Avant même que la constitution de l'exécutif Lombardo ait été finalisée, le PdL et le MpA étaient en conflit. Pour les élections municipales organisées deux mois après les régionales de 2008, le MpA s'est allié tantôt au PdL, tantôt à l'UDC contre le PdL, tantôt à la gauche, et a parfois fait cavalier seul. Surtout, le président Lombardo n'a jamais pu compter sur ses partenaires originels à l'Assemblée régionale sicilienne. En mai 2009, menacé de censure, il a révoqué l'exécutif et nommé une nouvelle équipe excluant l'UDC et toute la partie du PdL qui lui était hostile. En septembre 2010, il a formé un quatrième exécutif composé d'assesseurs qualifiés de « techniciens » et soutenu par une majorité comprenant le MpA, le PD, les partis de Gianfranco Fini – Futuro e Libertà – et de Francesco Rutelli – Alleanza per l'Italia –, et ce qui restait d'une UDC abandonnée par ceux qui refusaient l'orientation nationale du parti, désormais plus hostile à Silvio Berlusconi<sup>69</sup>.

Lombardo n'a jamais caché son rêve de faire éclater les partis nationaux. En Sicile, l'affirmation néo-méridionaliste conjuguée à l'habileté du président de la Région a fait de ce rêve une réalité. Depuis l'été 2009, le PdL était divisé entre les « rebelles » du PdL-Sicilia, qui soutenaient Lombardo, et les « loyalistes », qui désiraient sa destitution. Cette fracture a eu des conséquences dans de très nombreuses communes, notamment celle de Palerme où le maire PdL a nommé, en septembre 2009, un nouvel exécutif dont étaient exclus le MpA et le PdL-Sicilia. En transformant ce dernier en un nouveau parti de défense du Mezzogiorno, Forza del Sud, Miccichè n'a guère réduit la distance avec le PdL sicilien. Malgré sa fidélité affichée au président du Conseil, la fracture demeure ouverte.

Depuis novembre 2009, le Partito Democratico sicilien connaît lui aussi de fortes divisions. Tout a commencé lorsque Lombardo, qui ne pouvait plus s'appuyer que sur un tiers des élus de l'Assemblée régionale sicilienne, a appelé toutes les autres forces politiques de l'île à le rejoindre afin de construire une nouvelle coalition majoritaire. Son intervention a eu un effet dévastateur au sein du PD sicilien, qui venait de connaître une élection très

68. *La Stampa*, 16 octobre 2009.

69. Ceux-ci ont fondé un nouveau parti en Sicile, le Popolari per Italia Domani. *Giornale di Sicilia*, 12 octobre 2010.

disputée pour le secrétariat régional. La création d'un « PD-Sicilia » a été évitée de peu<sup>70</sup>. Le compromis obtenu à l'issue d'un débat interne au PD a consisté à accepter que celui-ci apporte son soutien aux réformes jugées essentielles, celles-ci étant conduites par un exécutif qui comptait deux « techniciens » proches de la gauche<sup>71</sup>. Toutefois, l'équilibre demeurerait introuvable. Des personnalités éminentes du PD ont refusé de souscrire à ce qu'elles considéraient comme une compromission<sup>72</sup>, alors qu'une large frange avait toujours été disposée à l'intégration directe du PD au sein de la majorité régionale. Cette frange est parvenue à s'imposer, et le débat s'est alors concentré sur la nature du futur exécutif. La recherche de consensus a abouti au choix d'une nouvelle équipe de « techniciens » contre celui d'un exécutif composé d'hommes politiques à part entière<sup>73</sup>, mais la situation du PD sicilien est toujours très délicate. Un tiers de la direction régionale demeure opposé au soutien à Lombardo<sup>74</sup>. De plus, l'allié privilégié du PD, Italia dei Valori, qualifie ce soutien de trahison des électeurs de gauche<sup>75</sup>.

Quant au MpA, son avenir est d'autant moins assuré que Lombardo fait l'objet d'une enquête pour collusion avec la mafia depuis mars 2010<sup>76</sup>. Son discours provocateur et agressif lui vaut de nombreux ennemis. Or, en 2009, à Rome, le MpA était loin, contrairement à la Lega, d'être indispensable à la majorité gouvernementale, et en Sicile, une alliance entre l'UDC et un PdL uni pouvait très bien diriger la Région sans lui<sup>77</sup>. Berlusconi était donc en mesure de s'affranchir de ce partenaire indélicat, qui avait annoncé en septembre 2009 son vrai-faux retrait de la coalition pour trahison des engagements envers le Sud<sup>78</sup>, puis avait refusé d'approuver la loi de finances 2010, et avait soutenu la motion – victorieuse – de l'opposition lors du débat sur la politique méridionale à la Chambre<sup>79</sup>. En novembre 2010, c'est finalement le MpA qui, de lui-même, a quitté le gouvernement, le même jour que les proches de Gianfranco Fini.

Néanmoins, le président du Conseil fait face à une équation de plus en plus délicate. D'une part, unir ses partisans en Sicile reste une gageure. Parallèlement,

70. *La Repubblica Palermo*, 11 novembre 2009.

71. *Giornale di Sicilia*, 29 décembre 2009.

72. *La Repubblica Palermo*, 20 décembre 2009.

73. *La Repubblica Palermo*, 1<sup>er</sup> septembre 2010.

74. *Il Giornale di Sicilia*, 21 novembre 2010.

75. *La Sicilia*, 11 septembre 2010.

76. *La Repubblica*, 29 mars 2010.

77. Lors des élections régionales de 2008, le PdL et l'UDC ont capitalisé près de 46 % des voix, soit 45 sièges sur les 80 attribués dans les circonscriptions provinciales (10 autres sièges sont attribués suivant un mode de scrutin régional).

78. *Il Giornale di Sicilia*, 27 septembre 2009.

79. *Atti parlamentari. Camera dei deputati*, XVI<sup>e</sup> législature, session du 13 janvier 2010, p. 2-27.

rompre totalement avec le MpA revenait à s'ôter toute prise sur un parti dont le pouvoir en Sicile excède largement le cadre de la Région. En novembre 2010, 92 communes siciliennes (sur 390) étaient dirigées par un maire MpA<sup>80</sup>. D'autre part, la position d'arbitre dans laquelle il se trouvait, entre intérêts du Nord et du Sud, était peut-être plus confortable à assumer qu'une coalition avec la seule Lega. Enfin, depuis juillet 2010, son divorce politique avec Gianfranco Fini le prive de majorité absolue à la Chambre. En cas d'élections anticipées<sup>81</sup>, il serait en grande difficulté<sup>82</sup> et il semble impossible qu'il puisse l'emporter sans le soutien de Forza del Sud, qui jouerait le rôle de caution vis-à-vis de l'électorat méridional.

### L'unité italienne en question

Au Nord comme au Sud de la péninsule, la légitimité du pouvoir central et l'idée même d'unité nationale sont aujourd'hui niées. D'un côté comme de l'autre, les fondements du discours sont identiques : l'État italien est centraliste et spoliateur, et l'unité nationale n'est qu'une fiction irrecevable et dangereuse. En revanche, les objectifs sont inconciliables. La Lega souhaite un système fiscal moins exigeant pour les riches régions du Nord, tandis que la revendication méridionale est celle d'une péréquation accrue, et s'inscrit – sans l'avouer – dans une logique de redistribution par l'intermédiaire des collectivités locales. Officiellement, les fonds orientés vers le Sud sont le remède indispensable au fort retard de développement et à l'unification réelle de l'Italie. Officieusement, ils permettent toujours au(x) parti(s) qui les gère(nt) d'asseoir leur pouvoir, à travers emplois et marchés publics. La fin des investissements massifs n'a pas signifié celle des politiques d'assistance et de subventionnement sans condition. Conjugées à la nouvelle stature des maires et des présidents de province et de Région, désormais élus au suffrage universel direct, celles-ci autorisent un contrôle politique et économique au moins aussi performant qu'auparavant, et perpétuent une situation d'extrême dépendance vis-à-vis de l'État.

Cette constante est d'autant plus remarquable que les acteurs ont changé. Nous avons comparé les principaux protagonistes des organisations néo-méridionalistes de 2005 à 2010<sup>83</sup> aux 98 députés méridionaux de la Démocratie chrétienne durant la législature 1958-1963. Depuis l'entrée en vigueur de la

80. Le parti recense tous ses élus sur le site <http://www.mpa-sicilia.it> (consulté le 20 novembre 2010).

81. Le terme normal de la législature est l'année 2013.

82. 24° *Atlante Politico*, 13-16 novembre 2010 (<http://www.demos.it/a00521.php>) (consulté le 19 novembre 2010).

83. Nous avons établi un échantillon de 98 personnes appartenant ou ayant appartenu aux cinq organisations MpA, PdL-Sicilia, FdS, Io Sud et Noi Sud, durant cette période. Les élus nationaux et régionaux en constituent la grande majorité (70), mais nous l'avons complété par de grands élus provinciaux et communaux, et des hauts dirigeants de ces organisations. Le MpA représente près de la moitié de l'échantillon (48), et les personnalités siciliennes près des deux tiers de celui-ci (65).

Constitution en 1948, la DC a en effet exercé une forte domination politique sur l'ensemble de l'Italie et dans le Mezzogiorno. C'est elle qui a défini et mis en œuvre les politiques méridionalistes d'*intervento straordinario*, dont la création de la Cassa del Mezzogiorno en 1950. Dans le Sud de l'Italie, la DC était à cette époque le parti idéologiquement le plus proche des actuelles forces néo-méridionalistes, toutes orientées au centre-droit.

#### Les personnels politiques méridionaliste et néo-méridionaliste

	Députés DC 1958-1963	Personnel néo-méridionaliste 2005-2010
Professions libérales supérieures	43	27
Fonction publique	12	19
Enseignement	23	11
Journalisme	6	2
Syndicaliste, permanent politique	8	3
Entrepreneur	2	20
Cadre secteur privé	0	4
Agriculteur	2	1
Employé	1	6
Ingénieur	1	5

Les médecins et les avocats demeurent le socle du personnel politique néo-méridionaliste. Lombardo, psychiatre, en est le meilleur exemple. Toutefois, ce groupe n'est plus hégémonique. Plus marquant semble le recul de certaines catégories dites intellectuelles (enseignants et journalistes) au profit du secteur de l'entreprise. Miccichè, par exemple, a longtemps été cadre au sein d'un institut de crédit, a été ensuite nommé dirigeant de l'agence publicitaire de Berlusconi – Publitalia – en 1984, puis a débuté son parcours politique au service de ce dernier en étant l'un des fondateurs de Forza Italia en Sicile.

Cette évolution n'est pas propre au Sud de la péninsule. Toutefois, dans un système fondé sur la redistribution des ressources publiques, il y a fort à parier que le surcroît d'investissement des entrepreneurs procède principalement de leur intérêt à se rapprocher des instances décisionnelles afin d'influencer cette redistribution à leur avantage. Le néo-méridionalisme ne ferait ainsi qu'accentuer le caractère le plus saillant du système politique méridional.

Pourtant, il est légitime de parler d'une forme nouvelle de mobilisation politique. La première nouveauté majeure est d'ordre référentiel et discursif.

Ce néo-méridionalisme comprend une dimension culturelle et identitaire qui, certes, est loin de primer sur les enjeux économiques et sociaux mais qui était inconnue du méridionalisme d'après guerre. La création, au sein de l'exécutif sicilien, d'un assessorat aux biens culturels *et* à l'identité sicilienne en est l'illustration. Il se veut par ailleurs en rupture totale avec le clientélisme, la corruption et l'impéritie de la classe politique qui a géré l'*intervento straordinario*.

La seconde nouveauté réside dans les formes de l'expression politique. Le méridionalisme d'après guerre s'était presque toujours exprimé dans le secret des grands partis nationaux et de leurs nombreux courants où se négociait la répartition des ressources publiques sur l'ensemble du territoire<sup>84</sup>. Le néo-méridionalisme, lui, se fonde sur une grande pluralité de formes d'expression. Le volet « interne » n'est pas abandonné et se manifeste au sein même du gouvernement, mais les néo-méridionalistes – d'ailleurs aidés par leurs détracteurs – ont réussi à faire de la question méridionale un grand enjeu d'opinion à travers des stratégies médiatiques très agressives. Ce volet « externe » a pour corollaire la création de plusieurs organisations spécialisées, voire de partis politiques à part entière, alors que cela était quasiment unimaginable durant les premières décennies de la République. Le niveau d'autonomie de ces diverses formations vis-à-vis des partis nationaux est variable, mais ces derniers ne sauraient mésestimer leur capital politique.

Ainsi, les oppositions territoriales connaissent un relief nouveau qui paraît propre à fragiliser les sentiments nationaux. La présence au sein du gouvernement de partis territoriaux aux aspirations antinomiques a encouragé les surenchères : à titre d'exemple, la Lega a renoué avec les menaces sécessionnistes<sup>85</sup> ; a dénigré l'hymne national<sup>86</sup> ; et a relancé sa proposition d'indexer les salaires sur le coût de la vie mesuré dans chaque région<sup>87</sup>.

Dans ce contexte, les résultats des élections régionales de mars 2010 pourraient constituer un point de rupture. D'un côté, les scores des listes néo-méridionalistes ont été insignifiants. Celles-ci n'ont jamais atteint les 4 % et ne comptent au total que cinq élus régionaux, quatre en Campanie et un en Basilicate. D'un autre côté, la Lega est sortie de ces élections considérablement renforcée, et les tensions entre le parti de Bossi et le PdL en ont été accrues<sup>88</sup>.

84. Gianfranco Pasquino, « La partitocrazia », dans G. Pasquino (dir.), *La politica italiana. Dizionario critico 1945-1995*, Rome/Bari, Laterza, 1995, p. 341-353.

85. *La Repubblica*, 14 septembre 2009.

86. *La Repubblica*, 16 août 2009.

87. *Corriere della Sera*, 16 mai 2009.

88. Le ministre PdL Brunetta a accusé la Lega d'avoir provoqué sa défaite lors des élections municipales de Venise (*La Repubblica*, 30 mars 2010). La Lega revendique des responsabilités supérieures au sein des exécutifs régionaux et la désignation de Umberto Bossi comme candidat de la coalition gouvernementale aux municipales de Milan en 2011 (*Corriere della Sera*, 1<sup>er</sup> avril 2010).



Vues du Sud, les nouvelles ambitions de la Lega apparaissent comme un danger d'ampleur inégalée, d'autant qu'elles trouvent bien des échos au Nord. Les nouveaux présidents de la Lombardie (PdL), de la Vénétie (Lega), du Piémont (Lega) et de la Ligurie (PdL) ont signé un « pacte économique/politique » fondé sur l'approfondissement du fédéralisme et de la compétitivité<sup>89</sup>, et se sont définis comme groupe d'intérêt du Nord<sup>90</sup>.

L'objectif de la Lega demeure la réorganisation fédérale de l'État. Les menaces de sécession s'adressent principalement aux sceptiques et à ses détracteurs. Au demeurant, la contestation septentrionale peut être conçue comme le terreau d'une sécession « invisible », et « d'autant plus insidieuse », vis-à-vis de l'État<sup>91</sup>, ou d'une « sécession douce », fondée sur un détachement progressif par rapport au reste de la péninsule<sup>92</sup>. Durant la campagne électorale de 2008, 50,5 % des habitants du Nord-Est ont déclaré que le Sud représentait un « poids » pour le « développement du pays », alors qu'ils n'étaient que 26,3 % en 1997<sup>93</sup>. La fracture de l'opinion est plus claire encore au sujet de la territorialisation des salaires. Une enquête a révélé que 75 % des habitants du Nord y étaient favorables, contre 31 % au Centre et 23 % au Sud<sup>94</sup>.

**A**ussi nuancés que soient ses résultats, l'émergence du néo-méridionalisme est révélatrice de la fragilité du système politique italien. D'un côté, celui-ci se caractérise par l'hyper-centralité de Silvio Berlusconi, au point que Giovanni Sartori parle d'un « sultanat » où les sphères publique et privée se confondent dangereusement<sup>95</sup>. D'un autre côté, il demeure très fragmenté, bien au-delà des querelles internes qui déchirent les deux partis dominants, le PdL et le PD. Lors des élections législatives de 2008, la construction de ces partis et leur refus des coalitions atomisées ont donné l'illusion d'une grande rationalisation. Au-delà des scissions de Gianfranco Fini et de Francesco Rutelli – lequel a quitté le PD en octobre 2009 –, les scrutins ultérieurs ont montré que cette rationalisation est beaucoup plus affirmée au Nord et au Centre. Dans le Sud en revanche, les élections locales mettent fréquemment

89. *Il quadrilatero del Nord. Un patto economico/politico per le comunità del Nord Italia*, Gênes, 18 mars 2010 (<http://www.robortocota.it/quadrilaterodelNord.pdf>) (consulté le 21 avril 2010).

90. *Corriere della Sera*, 19 mars 2010. Ces quatre régions représentent plus de 41 % du PIB de l'Italie.

91. I. Diamanti, « Italie du Nord-Est : une sécession invisible », *Critique internationale*, 3, printemps 1999, p. 34.

92. Aldo Bonomi, « La secessione dolce », *Il Mulino*, 4, 2007, p. 653-663.

93. Enquête Demos & pi/Osservatorio del Nord Est, « La questione meridionale vista da Nord Est », *Il Gazzettino*, 10 mars 2009.

94. Enquête IPR Marketing, réalisée le 7 août 2009 pour *La Repubblica*. Y seraient opposés 20 % des habitants du Nord, 52 % des habitants du Centre et 70 % des habitants du Sud.

95. Giovanni Sartori, *Il Sultanato*, Rome/Bari, Laterza, 2009.

plus de 20 listes en concurrence, et les deux grands partis capitalisent souvent moins de 40 % des suffrages.

Seuls 29 % des Italiens feraient plutôt confiance aux partis politiques<sup>96</sup>, mais c'est surtout au Sud que la faible capacité intégrative des grands partis, conjuguée à la présidentialisation des systèmes politiques locaux, favorise l'avènement d'acteurs représentatifs d'intérêts ouvertement particularistes. Ce n'est qu'exceptionnellement que ces derniers peuvent acquérir une dimension nationale, même si l'expérience de Lombardo démontre que la défense territoriale peut représenter une ressource politique de premier ordre.

La réduction de la fracture territoriale italienne est redevenue une question politique centrale. Tel est pour l'heure le seul véritable succès du néo-méridionalisme, car, d'une part, il n'y a aucune transformation avérée des politiques gouvernementales, d'autre part, cette mobilisation, loin de contribuer à unir l'Italie, pourrait avoir pour effet premier de creuser la distance entre le Nord et le Sud. Le néo-méridionalisme est souvent assimilé à une quête de nouveaux financements n'ayant pour objet que d'alimenter un système de pouvoir structurellement inefficace, fondé sur le clientélisme et la concussion. Personne ne semble croire à ces élus, Lombardo en tête, qui prétendent mener une « révolution » des mœurs politiques méridionales<sup>97</sup>, mais semblent plutôt appliquer la maxime de Tancredi, dans *Le Guépard* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, qui exhorte la noblesse sicilienne à tout changer afin que rien ne change.

Le président de la République, lui-même napolitain, a laissé entendre que la société méridionale dénonçait bien souvent la responsabilité de l'État pour dissimuler son inefficacité et ses dérives<sup>98</sup>. Aussi le choix d'une Banque du Mezzogiorno dirigée depuis Rome apparaît-il comme le symbole d'une défiance croissante vis-à-vis du Sud. Le processus paraît difficilement réversible, et seuls les acteurs méridionaux devraient être en mesure d'en renverser la tendance. L'enjeu est immense. Laisser s'accroître une fracture de ce type aurait des conséquences considérables pour l'unité italienne, dont on célèbre les 150 ans en 2011. ■

**André Fazi** est docteur en science politique, ingénieur de recherche à l'Université de Corse et membre de l'UMR CNRS 6240 LISA. Ses travaux portent principalement sur le pouvoir régional dans une perspective comparée, avec une attention particulière pour

96. « Il livello di fiducia nelle istituzioni », sondage Ipsos Public Affairs, *Il Sole-24 ore*, 2 avril 2009.

97. Rapport de R. Lombardo, 2<sup>e</sup> congrès fédéral du MpA, Rome, 27 février 2009.

98. Discours de Giorgio Napolitano, congrès *Mezzogiorno e unità nazionale – verso il 150° dell'Unità d'Italia*, Rionero in Vulture, 3 octobre 2009.

les relations État/région et les problématiques institutionnelles. Il a publié notamment « Le projet de réforme du gouvernement Berlusconi », *Revue du droit public et de la science politique* (3, 2006, p. 687-713) ; *La recomposition territoriale du pouvoir : les régions insulaires de la Méditerranée occidentale* (Ajaccio, Albiana, 2009) et « Making Nationalists out of Frenchmen? Sub-State Nationalism in Corsica » (avec Luis de la Calle), *Nationalism and Ethnic Politics* (3, 2010, p. 397-419).

Adresse électronique : [fazi@univ-corse.fr](mailto:fazi@univ-corse.fr)